

## Afrique du Sud: 50<sup>e</sup> anniversaire du massacre de Sharpeville

PANA, 21/03/2010 Le Cap, Afrique du Sud - Des millions de Sud-africains ont célébré, dimanche, le 50<sup>e</sup> anniversaire du massacre de Sharpeville, un événement qui a conduit à la fin du régime de l'apartheid. 69 personnes avaient péri le 21 mars 1960 lorsque la Police a ouvert le feu sur une foule qui manifestait contre les lois ségrégationnistes en vigueur dans le pays.

À la mémoire des victimes de ce massacre, une cérémonie de dépôt de gerbes de fleurs a été organisée, suivie d'un discours du vice-président Kgalema Motlanthe. Lors d'un match qui a opposé Kaizer Chiefs et Santos à Cape Town, dans le cadre du tournoi de Telcom, les joueurs ont marqué l'événement par une minute de silence avant le coup d'envoi. Le massacre de Sharpeville avait conduit à la suspension des activités du Congrès national africain (ANC) et du mouvement de libération rival, le Congrès panafricain (PAC). "Nous rendons hommage à ces hommes, femmes et enfants. Ils ont fait le sacrifice ultime pour la liberté, l'égalité et la dignité. Ils ne seront pas oubliés", a lancé le porte-parole de l'Alliance démocratique (AD, opposition), Melany Kuhn. "Il y a de cela seize ans, nous avons commencé la transition du régime autoritaire de l'apartheid à une démocratie constitutionnelle basée sur le droit. À partir du moment où notre Constitution a été adoptée, notre rôle est de défendre et de promouvoir les droits et libertés qui y sont inscrits. C'est le devoir de tout Sud-africain. Comme nous célébrons la Journée des droits de l'Homme, nous devons réfléchir sur les véritables menaces pour les droits humains et nous y opposer", a souligné M. Kuhn. Le parti ANC au pouvoir a indiqué que les victimes n'ont pas perdu leurs vies pour rien. Dans un communiqué parallèle, la Fondation Nelson Mandela a dit à propos du massacre. "C'est également une journée pour réfléchir sur les progrès réalisés pour garantir les droits fondamentaux à tous les Sud-africains comme stipulé dans la Constitution", a souligné la fondation.